

INTERNATIONAL • GUERRE ISRAËL-HAMAS

Israël-Hamas : la fuite en avant dans la guerre de Benjamin Nétanyahou

Le premier ministre israélien, obsédé par sa survie politique, refuse l'idée d'un Etat palestinien et n'offre que des solutions par défaut pour l'avenir de l'enclave côtière.

Par Samuel Forey (Jérusalem, correspondance)

Publié aujourd'hui à 11h30, modifié à 14h01 · Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, rend visite aux soldats dans la bande de Gaza, le 26 novembre 2023. (Image diffusée par le service de presse du premier ministre .) AVI OHAYON / AP

En presque deux mois de guerre, le bilan est maigre. Moins de la moitié des otages sont rentrés et le Hamas, malgré des bombardements d'une ampleur inégalée – entre le 7 octobre et le 20 novembre, 27 000 munitions sont tombées sur l'enclave, selon les médias israéliens –, tient si bien Gaza que la

trêve a tenu sept jours sans rupture significative. Avant que le mouvement palestinien, anticipant un échec des négociations visant à obtenir une reconduction de la « pause humanitaire » ne décide, vendredi 1^{er} décembre au matin, d'envoyer ses roquettes sur le territoire israélien, montrant ainsi qu'il garde l'initiative. Avec 75 soldats morts côté israélien et plus de 15 000 côté palestinien, des civils dans l'immense majorité, cette confrontation est déjà la plus longue et la plus meurtrière de la série de guerres entre les deux camps, entamée en 2008. Si l'un des objectifs de cette guerre est de « détruire » le mouvement islamiste, le chemin sera encore difficile.

Pendant ce temps, Benyamin Nétanyahou conforte son record de premier ministre le plus pérenne de l'histoire d'Israël. Malgré son impopularité, mise en évidence par les gigantesques manifestations contre la réforme de la Cour suprême, et malgré sa responsabilité dans le fiasco sécuritaire du 7 octobre, date de l'attaque initiale du Hamas, qui a causé 1 200 morts en Israël, rien ne garantit qu'il finisse par démissionner. « *Il peut tout à fait résister à la pression publique. Il a tenu jusqu'à maintenant, malgré un procès, une mobilisation civile et des grèves générales sans précédent. La seule chose qui peut le faire plier, c'est de perdre sa majorité à la Knesset ou une rébellion au Likoud* », estime l'analyste politique Dahlia Scheindlin. L'opinion israélienne, à la sortie de la guerre, « *bougera vers la droite, mais pas à l'extrême droite* », ajoute-t-elle.

Le premier ministre se ménage un espace politique tout en grignotant des deux côtés. Ses alliés radicaux ne représentent pas une menace pour lui, selon Ksenia Svetlova, ancienne députée à la Knesset et membre du groupe de réflexion américain Atlantic Council : « *Nétanyahou se bat pour sa survie. Il laisse l'extrême droite dire qu'il faut reconquérir Gaza, y reconstruire des colonies. Pour les contrer, il dit qu'il est le seul à pouvoir empêcher la création d'un Etat palestinien. Et de l'autre côté, il se vend comme le "M. Sécurité".* » Ceci, pour concurrencer l'ancien chef d'état-major Benny Gantz, figure aussi hiératique que muette, avec qui Benyamin Nétanyahou cohabite dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale chargé de la conduite de la guerre.

Riposte au projet américain

C'est ainsi qu'on l'a vu, dimanche dernier, en pleine trêve, parader dans Gaza aux côtés des soldats, en casque et gilet pare-balles, et marteler inlassablement ses trois buts de guerre : « *Éliminer le Hamas, ramener tous nos otages et garantir que Gaza ne redevienne pas une menace pour l'Etat d'Israël.* »

Depuis son entrée en politique, au début des années 1990, Benyamin Nétanyahou s'est toujours opposé à la création d'un Etat palestinien. Il y a bien eu le discours de l'université Bar-Ilan en 2009, où, sous la pression de Barack Obama, il fut le premier leader de la droite israélienne à accepter publiquement l'idée d'une solution à deux Etats – mais à des conditions tellement exorbitantes que cet engagement perdait toute signification. Et en 2017, dans la foulée de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui préparait alors son « *deal du siècle* », il a déclaré devant les cadres du Likoud ne vouloir proposer aux Palestiniens qu'un « *Etat-croupion* ».

Lire aussi : [Qui est Benyamin Nétanyahou ? Comprendre en trois minutes](#)



Alors, quand les Américains, par la voix du porte-parole de la Maison Blanche John Kirby, du secrétaire d'Etat Antony Blinken et du président Biden lui-même, demandent à leur allié de mener des opérations militaires plus prudentes, dans l'optique d'une prochaine relance de la solution à deux Etats, il y a peu de chances que les Israéliens, à commencer par Benyamin Nétanyahou, s'exécutent. « *L'administration américaine a dit ce qu'elle avait à dire. Elle a été le plus ferme possible. Mais tant*

qu'elle ne démontre pas qu'il y aura des conséquences concrètes si elle n'est pas entendue, cela reste des suggestions. Et sur la guerre, les Etats-Unis continuent à soutenir Israël », analyse Dahlia Scheindlin.

Le Monde Application

La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

Télécharger l'application →

Benjamin Nétanyahou se contente de répéter son message : « *Tant que je serai assis sur cette chaise, l'Autorité palestinienne, qui soutient, enseigne et finance le terrorisme, ne dirigera pas Gaza au lendemain du [départ du] Hamas* », a-t-il dit lors de la réunion du cabinet de guerre pendant la visite d'Antony Blinken en Israël, selon les médias israéliens. Une riposte au projet américain de ramener l'Autorité palestinienne à Gaza à l'issue de la guerre.

Le premier ministre dépèce Gaza

Benjamin Nétanyahou n'a à n'offrir qu'une stratégie par défaut, et maintient son approche qui a pourtant mené au désastre du 7 octobre. Le Hamas, qualifié d'« *entité hostile* », a longtemps servi au chef du gouvernement à diviser et discréditer le mouvement national palestinien. Ce modèle de gestion du conflit, conçu et entretenu par M. Nétanyahou, s'est écroulé le jour de l'attaque du Hamas. L'entité hostile est désormais considérée comme un ennemi existentiel, à chasser de Gaza, quel qu'en soit le prix pour la population.

Quitte à envisager les solutions les plus radicales : selon le journal *Israel Hayom*, Benjamin Nétanyahou a demandé à son conseiller Ron Dermer un plan pour « *réduire la population de Gaza au niveau le plus bas possible* », et considérer l'ouverture des frontières maritimes de l'enclave, pour permettre « *une fuite massive vers les pays européens et africains* ». L'extrême droite applaudit, la droite condamne et Benjamin Nétanyahou existe.

Lire aussi :  [Avant la guerre, une filière d'émigration des Gazaouis vers l'Europe en plein essor](#)



En attendant, l'armée israélienne organise un nouveau déplacement forcé. Après avoir vidé le nord de la bande de Gaza d'une grande partie de sa population, elle demande aux Gazaouis présents dans la localité de Khan Younès, dans le Sud-Est, dont des centaines de milliers de déplacés, d'évacuer cette zone. Au risque d'entasser deux millions de personnes à Rafah, l'extrême sud de l'enclave. En parallèle, Israël a informé plusieurs Etats arabes qu'il compte aménager une zone tampon sur le territoire gazaoui, selon l'agence Reuters. Ce qui était déjà l'un des territoires les plus densément peuplés au monde risque de rétrécir. Après avoir découpé la Cisjordanie, le premier ministre dépèce Gaza.

« *Ce gouvernement préférera rester dans le nord de la bande, pour la contrôler du mieux possible, pour ne pas céder la place à l'Autorité palestinienne et maintenir la pression sur le Hamas. Une porte de sortie pourrait être de déporter la direction du Hamas avec l'aide du Qatar, des Egyptiens et des Américains. Ça offrirait un succès à Israël. Et dans l'avenir, avec un autre gouvernement, on pourrait accepter le retour de l'Autorité palestinienne à Gaza, la mise en place d'une force internationale, et revenir au but*

stratégique de la solution à deux Etats », estime Michael Harari, ancien diplomate israélien et membre de l'institut Mitvim.

Il faudra pour cela provoquer le départ de l'inamovible Benyamin Nétanyahou, qui répète jusqu'à l'envi : « *Nous continuerons jusqu'au bout, jusqu'à la victoire. Rien ne nous arrêtera* », sans que l'on sache s'il parle d'Israël ou de lui-même, tant l'homme a lié depuis longtemps son destin à celui de son pays.

Lire aussi :  [« A Gaza, plus de cent employés des Nations unies sont morts, c'est sans précédent »](#)



Samuel Forey (Jérusalem, correspondance)

Services *Le Monde*

Découvrir



Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la rédaction du Monde